

Responsabilisation forcée

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

15 juin 2018

La visite de Nicolas Hulot et d'Annick Girardin en Guadeloupe a laissé aux Guadeloupéens un goût amer. Pas seulement parce que comme beaucoup le pensent, les mesures arrêtées ne sont pas à la hauteur. Il ne s'agit pas non plus d'un simple débat sur l'opportunité de décréter ou non l'état de catastrophe naturelle, ni s'il fallait ou non appliquer le plan de pollution maritime (Polmar). Cette séquence de la vie publique en Guadeloupe est l'illustration au grand jour d'une réalité. Soyons clairs. La France n'a plus d'argent. Chacun le sait et le gouvernement peut justifier ainsi la politique tout en restrictions budgétaires qu'il met en œuvre. Ce discours de la France désargentée n'est pas nouveau. N'est pas tout neuf non plus, l'amenuisement des moyens qui l'accompagne.

Le changement est dans la justification idéologique des mesures qui sont décidées. Si l'État se désengage et que vous n'obtenez rien ou pas grand-chose, c'est pour votre bien. Vous êtes de grands enfants. L'État entend vous responsabiliser. Le message vaut aussi pour les pauvres à qui on a trop donné. Il faut leur couper les vivres afin qu'ils puissent s'adapter aux réalités de notre société. Il n'est rien dit du sort de ceux qui ne pourront jamais s'accommoder des dures lois de la vie. Devront-ils disparaître ? Je suppose que l'idée d'une société composée uniquement de riches pourrait convenir à tout le monde. Sauf qu'elle est aussi absurde qu'une forêt sans arbre. L'idéologie assumée de la responsabilisation forcée des individus n'interdit cependant pas la mise en place d'éléments de langage chère à toute communication politique. Le ministre annonce un plan de 10 millions d'euros afin de combattre les sargasses. Au final l'État mettra 2,5 millions d'euros en Guadeloupe. C'est du grand art.

L'autre leçon à tirer de l'épisode des sargasses, c'est le désarroi de nos élus. Aussi bien ceux qui ont vertement interpellé les ministres que ceux qui ont voulu leur passer du baume. Les premiers parce qu'ils n'ont pas tout à fait compris que nous avons changé d'époque et que nos rapports avec la France allaient évoluer. Les seconds parce qu'ils vivent dans

l'illusion d'être du côté du manche. Pure vanité. Les accointances se nouent et se dénouent au gré des circonstances. La machine étatique elle, n'arrête jamais de broyer.